

Les Allobroges de la Drôme

Les Allos internet - Numéro 175

Le jeudi 8 Mars 2012

8 Mars une journée pour l'égalité Chiche !

Grâce aux luttes des mouvements féministes, des lois ont été votées et ont permis de faire progresser les droits des femmes favorisant des avancées pour la société toute entière. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy et son gouvernement se livrent à une course de vitesse pour démolir tous les acquis. Il veut faire passer en force un nouveau traité européen permettant de faire voler en éclat le code du travail, d'empêcher les peuples de dire leurs mots. Partout, l'austérité est prônée comme remède à la crise alors qu'elle en est la cause. Et les femmes en sont les premières victimes.

Partout, le patronat utilise le travail féminin comme une sorte de laboratoire d'expérimentation pour généraliser précarité et flexibilité à l'ensemble du monde du travail. Si les femmes sont en première ligne des attaques, elles le sont aussi dans les luttes : ouvrières de Lejaby contre la fermeture de leur entreprise, salariées de ED à Créteil ou de DIA en Isère contre le travail dominical...

Les communistes veulent, avec le Front de gauche, révolutionner les pratiques d'un autre âge qui considèrent les femmes comme des subordonnées.

L'égalité professionnelle et salariale doit devenir effective.

Il est urgent d'obtenir le maintien, le développement et l'amélioration des services publics. La casse de la santé avec son lot de fermetures de services hospitaliers, de maternités, de centres d'IVG doit être stoppée en urgence, la loi HPST abolie et les ARS supprimées.

Il faut débarrasser la société de ce fléau que constituent les violences faites aux femmes.

Les femmes/citoyennes doivent faire irruption sur le devant de la scène. Or, force est de constater qu'on en est encore loin, 70 ans après la conquête le droit de vote. A 45 jours de la présidentielle, il faut donner force à des élu-es déterminé-es à résister à la droite pour développer des politiques émancipatrices ancrées dans les mobilisations sociales.

Les candidates et les candidats du Front de Gauche aux législatives, tout comme Jean Luc Mélenchon, ont à cœur de porter avec détermination les revendications des étudiantes, des salariées, des retraitées, des chômeuses, des femmes au foyer, afin de libérer la société de la domination sexiste qui aggrave les inégalités et l'injustice sociale.

Par votre vote à la présidentielle, tout comme aux législatives, vous pouvez changer le quotidien de millions de femmes.

PCF Drôme

**DROITS
DES FEMMES**

**REPRENONS
LA BASTILLE !**

**MARCHE
POUR LA 6^e
RÉPUBLIQUE**

**DIMANCHE
18 MARS**

DÉPART 14H NATION



INTÉGRATION À LA BASTILLE DE
JEAN-LUC MÉLENCHON

www.gtlc.org/2012/03/



Voir page 3

**Jeudi 15 Mars, à partir de
11h45, barbecue revendicatif
des salariés de SWISS TEX
Allée Ch. Baron à Valence
(ex RITM) en lutte pour défendre
l'outil industriel et leurs emplois
Ouvert à tous ceux qui veulent
apporter leur soutien**

Sommaire :

- Page 2 : Femmes, élever un enfant nuit à la carrière—Pourquoi les femmes gagnent-elle moins que les hommes ? ...
- Page 3: Réflexions du Front de Gauche pour une VIème République
- Page 4 Valence, Le Teil, Romans, l'AFPA mise à mal par la marchandisation
- P5– Palestine : France Télécom et la colonisation de la Cisjordanie
- P6 - en vrac



« POURQUOI LES FEMMES GAGNENT-ELLES MOINS QUE LES HOMMES ? »

BRIGITTE LALOUPÉ

Dans cet ouvrage, l'auteure décrypte les mécanismes psychosociaux, les stéréotypes, qui sont à l'œuvre et qui perdurent dans la discrimination à l'égard des femmes en milieu de travail.

Le fameux plafond de verre demeure un obstacle à la promotion et l'égalité de traitement. Les lois et règles sur les quotas qui se suivent, les bonnes intentions affichées ont-elles changé et dans quelles mesures cette situation ?

Les femmes auraient-elles définitivement intériorisé une « naturelle » infériorité et les hommes une non moins « naturelle » prédominance ?

Brigitte Laloupe analyse par quel fonctionnement la société nous fait véhiculer malgré nous ces présupposés.

Par exemple dans la sphère économique et sociale, les métiers à dominance féminine sont moins bien considérés et donc moins bien rémunérés que les autres. Ce sont le plus souvent les activités fondées sur l'aide, la solidarité, l'empathie. Ce ne seraient pas des valeurs masculines ? « La société tout entière aurait certainement intérêt à ouvrir ses instances de décision à d'autres valeurs » (que celles de compétition...) suggère l'auteure.

Elle encourage surtout les femmes à devenir les actrices de leur propre changement.

Brigitte Laloupe est coach de cadres dirigeants et anime des groupes sur le leadership au féminin. Diplômée de l'IEP Grenoble, elle a une formation en psychologie cognitive expérimentale et possède une longue expérience de manager, ayant dirigé pendant quinze ans un organisme de sécurité sociale. Sous le pseudonyme d'Olympe, elle anime un blog très fréquenté, élu « coup de cœur » en 2010 par Elle : blog.plafonddeverre.fr.

Elle est l'invitée le 20 Mars d'un débat initié par l'UGICT CGT à Paris

FEMMES SALARIÉES S'ARRÊTER POUR ÉLEVER UN ENFANT NUIT À LA CARRIÈRE

Selon une étude OpinionWay-Opcalia, environ la moitié des licenciés économiques ayant retrouvé un emploi après un accompagnement renforcé (contrat de transition professionnelle ou convention de reclassement personnalisé) ont sacrifié une part de salaire et une majorité, (59 %), ont changé de secteur. 49 % des actifs déclarent gagner moins qu'avant leur licenciement.

Cette baisse est plus importante chez ceux qui avaient plus de dix ans d'ancienneté dans l'entreprise (59 %), les seniors (56 %) et les femmes (53 %).

Selon une étude Crédoc/Caisse nationale des allocations familiales, publiée le 16 février, les femmes salariées qui interrompent leur carrière pour élever un enfant risquent de ne pas reprendre d'activité ou bien de retrouver un emploi précaire.

Les mères ayant interrompu leur activité à la naissance de leur(s) enfant(s) connaissent plus souvent que celles n'ayant pas du tout cessé leur activité des trajectoires professionnelles défavorables entre la naissance de leur dernier enfant en 1998 et 2010 : plus souvent inactives, plus souvent en CDD, plus souvent à temps partiel. Ces effets sont atténués si l'interruption a été courte et si la mère a bénéficié d'un congé parental, qui a un « effet protecteur » sur l'emploi.

Et « les effets à long terme d'une interruption semblent plutôt neutralisés pour les mères au moins diplômées du baccalauréat, salariées d'une grande entreprise ou du secteur public ». En revanche, « avec ou sans congé parental, l'interruption d'activité tend à enfermer dans la précarité les mères peu qualifiées qui avaient déjà une insertion professionnelle fragile », résume la Cnaf.

Lu dans la lettre de l'UGICT CGT

SALAIRES LES FEMMES TOUJOURS À LA TRAÎNE SURTOUT CHEZ LES CADRES

L'Insee a publié le 22 février son enquête « Emplois et salaires » qui nous révèle qu'en 2009, les femmes gagnaient 20 % de moins que les hommes dans le secteur privé à temps de travail équivalent. « Cette situation est due pour partie à une structure des qualifications différentes », explique l'Insee : « par exemple, 19 % des hommes salariés du privé sont des cadres contre seulement 12 % des femmes ». Toutefois, même au sein de chaque catégorie socioprofessionnelle, « les écarts demeurent », ajoute l'Insee. Chez les cadres du privé, le salaire des femmes est inférieur de 23 % et de 21 % dans le public, indique l'Insee, notant que cet écart « peut s'expliquer en partie par un effet de plafond de verre, mais aussi par d'autres éléments, comme les choix de spécialité de formation, les secteurs d'activité ou les déroulements de carrière ».



Pour participer à cette initiative

Des places dans un TGV en provenance du Sud de la France, Des Covoiturages Des retransmissions avec les comités locaux du Front de Gauche

Voir sur le site du candidat

2012placeaupleuple tel à la fédération du PCF Drôme 04.75.42.71.68

Réflexions du Front de Gauche pour une 6ème république

Depuis 2007, Nicolas Sarkozy a engagé une politique de régression sociale sous le signe d'un autoritarisme croissant qui menace les droits et les libertés. IL remet en cause les acquis démocratiques inscrits dans la Constitution Française dès la Révolution.

Les organisations politiques composant le Front de Gauche, font la proposition d'un changement radical. Radical, parce qu'en rupture avec le régime présidentiel de la Vème République, en rupture avec la confusion des pouvoirs, en rupture avec la relégation des citoyens et des salariés, en rupture avec la domination du FMI, de l'OMC et des dirigeants de la finance mondialisée.

Notre conviction va à la République démocratique et sociale; Soit une collectivité où règnent la solidarité et la participation, l'intérêt général plutôt que les intérêts particuliers, la laïcité plutôt que le choc des civilisations, la liberté mais aussi l'égalité, l'efficacité mais aussi la justice.

Cela passe par le partage, notamment des richesses, mais aussi du pouvoir, condition de l'intervention directe du peuple dans les affaires qui le concerne. Mais aussi partage de l'information et de la formation.

La Constitution devra donc être démocratique et fondée sur les droits de la personne et le respect de la planète. La constitution devra garantir de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs pour les citoyens. La constitution devra être tournée vers la démocratisation de la vie économique et financière.

Les choix démocratiques nationaux doivent à nouveau prévaloir sur les décisions européennes.

Pour construire une VIème République, des avancées en matière de décentralisations démocratiques devront être observées en commençant par abroger la réforme Sarkozyste des collectivités territoriales. Puis réaffirmer et consolider le principe selon lequel l'Etat est le garant de l'égalité des citoyens sur l'ensemble du territoire (péréquation financière, garantie de l'application des droits, égalité de traitement ..) assurer l'autonomie des collectivités territoriales par l'actualisation du principe de libre administration contenu dans la constitution.

Pour respecter pleinement la souveraineté populaire et poser les bases de la République démocratique et sociale que veut le Front de Gauche, il est indispensable de mettre en mouvement un processus constituant, mettant au cœur l'engagement citoyen et le débat public.

Soit l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel, dès 2012, distincte de l'Assemblée Nationale, ayant mandat de rédiger un projet de constitution qui une fois voté par l'Assemblée constituante serait soumis à référendum.

Auparavant il conviendra de rétablir les libertés publiques en abrogeant toutes les dispositions liberticides.

Pour mettre en œuvre la rupture, des réformes législatives devront permettre de moderniser et développer les services publics, instaurer une fiscalité juste et solidaire, garantir les droits à l'éducation, au logement, aux soins et à la protection sociale, étendre les libertés syndicales, protéger de la précarité et de l'insécurité sociale, protéger la vie privée et les libertés, assurer une justice indépendante et équitable, une police au service de la sûreté de tous, garantir l'égalité face au racisme, au sexisme, aux discriminations.

Paul GOYARD

Valence, Le Teil, Romans, L'AFPA mise à mal par la marchandisation

L'Association pour la Formation Professionnelle (AFPA) possède de nombreux centres sur notre région. Ce magnifique outil public dispose de formateurs compétents, d'ateliers performants, de locaux adaptés, de diplômes reconnus. Les centres AFPA sont les seuls à avoir la capacité à héberger et nourrir les personnes en formation. De plus, les statistiques indiquent que 70% des personnes formées ont trouvé un travail en CDI dans les 6 mois qui suivent leur sortie.

Suite au transfert des AFPA de l'Etat vers les Régions, la Région Rhône-Alpes, cédant aux pressions du gouvernement et des lobbys de la formation professionnelle patronale ou privée, vient de mettre en concurrence 437 « lots » de formations pour les chômeurs ou salariés faiblement qualifiés par le biais d'appels d'offres. Ces 437 « lots » se montent à un total de 59 millions d'Euros !

Dans cette logique de marchandisation de la Formation Professionnelle, ce qui devait arriver arriva : les centres AFPA ont vu leurs offres de formations recalées au profit d'organismes privés ou de structures « tirant les prix vers le bas » ou de filiales de fédérations du MEDEF, en dehors de toute réalité.

Ayant été alertés par les syndicats CGT – CFDT – FO de l'AFPA, la situation est la suivante :

-pour le Centre AFPA de Valence : non reconduction des formations de comptable assistant, comptable gestionnaire, secrétaire comptable.

-pour le Centre AFPA de Romans : non reconduction des formations d'employés de commerce, vendeurs, assistants import-export bilingues.

-pour le Centre AFPA du Teil : non reconduction des formations d'ouvriers du paysage et d'assistantes de vie des familles.

Les centres du Teil et de Romans, si rien ne change, sont menacés de fermeture faute d'activité suffisante. Le Centre de Valence se trouve quant à lui en sous-activités.

Quel gâchis venant d'une Région où le PS et les Verts se sont inscrits complètement dans la logique suicidaire « d'une concurrence libre et non faussée », portée par le Traité de Lisbonne ! **Lors du vote en commission permanente au siège de la Région, seuls les élus régionaux du Front de Gauche (communistes, parti de gauche, gauche unitaire, apparentés) ont voté contre ce choix pénalisant les publics les plus fragiles.**

Avec le Front de Gauche, nous demandons instamment à la Région de revenir sur cette décision préjudiciable au développement humain et économique de notre département. Rappelons que la Drôme est le département qui connaît le plus fort taux de chômage en Rhône-Alpes. Soulignons que le pourcentage des 15/25 ans sans

aucun diplôme est le plus fort dans la Drôme comparé à l'ensemble de Rhône-Alpes, en atteignant 21,9% de cette tranche d'âge !

Nous nous prononçons pour la mise en place d'un VRAI Service Public de la formation professionnelle où les centres AFPA, les lycées professionnels publics, les GRE-TA, les CNAM seront le fer de lance d'une politique nationale offensive et pluriannuelle contribuant à résorber les inégalités sociales, économiques et territoriales.

Nous nous prononçons pour que la Formation Professionnelle, gage de la réussite de tous et de chacun, soit exclue de la loi du Marché.

Non Monsieur Sarkozy, ce n'est pas d'un référendum pour savoir si les chômeurs doivent être indemnisés ou formés dont nous avons besoin. Ce dont la France et la Drôme ont besoin, c'est un service public de la Formation Professionnelle bénéficiant de moyens humains et financiers garantissant l'égal accès aux connaissances, aux diplômes, aux formations qualifiantes. Cela nécessite un budget de l'Etat complémentaire à l'action des régions qui sont en charge de la formation professionnelle. Cela demande des formateurs en nombre suffisant. Cela exige des formations en appui à une véritable politique de développement des emplois industriels, de relocalisation d'activités de production transférées hors de nos frontières et du renforcement des filières innovantes.

Nous apportons notre soutien aux personnels et organisations syndicales de l'AFPA ainsi qu'aux demandeurs d'emplois qui doivent se voir proposer des formations professionnelles de qualité. Nous plaçons notre démarche aux côtés de ces forces en mouvement, dans la nécessaire mobilisation sociale, syndicale et politique qui doit trouver un débouché utile et efficace aux présidentielles de 2012, avec Jean-Luc Mélenchon, et lors des prochaines législatives pour lesquelles nous sommes candidats pour le Front de Gauche.



Pierre TRAPIER, Maire de Portes-lès-Valence Candidat du Front de Gauche
Christophe GAVARIN, Conseiller municipal de Loriol, suppléant

France -Télécom Orange et la colonisation de la Cisjordanie

Dans le cadre de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction contre l'apartheid Israélien) l'Association France Palestine Solidarité lance une campagne pour demander à France Télécom -Orange de rompre l'accord passé en mai 2011 avec Partner Communications, société de téléphonie mobile israélienne, actrice de la colonisation en Palestine.

Comme les trois autres opérateurs israéliens, Partner viole le droit international et profite directement de l'occupation:

- Elle exploite 176 antennes et relais sur des terres palestiniennes confisquées et assure, avec son réseau, le service aux colons et à l'armée d'occupation,
- Elle profite de l'interdiction faite par l'armée israélienne aux opérateurs palestiniens d'installer leurs antennes en zone C, soit 60 % de la Cisjordanie, ce qui oblige les Palestiniens à utiliser les opérateurs israéliens pour leurs appels,
- Elle conserve à son profit les taxes dues à l'Autorité Palestinienne dans le cadre des accords d'Oslo pour son activité commerciale sur le marché palestinien (estimées à 50 millions d'euros par an),
- Elle exploite des boutiques dans les colonies d'Ariel, Modi'in Illit, Betar Illit et Mishor Adumim.

Le soutien apporté par FT Orange à cette société la rend complice de toutes les violations du droit commises par Partner. C'est pourquoi nous demandons à FT Orange de rompre ce partenariat. Cet appel s'inscrit dans le cadre du "D" (Désinvestissement) de BDS.

Pour participer à cette campagne, vous pouvez:

- Laisser un message téléphonique en appelant le 1014 (appel gratuit pour les clients) ou le 01 44 44 22 22. Exemple de message: *J'ai appris que France Telecom-Orange a conclu un partenariat technique et commercial avec une société de téléphonie israélienne Partner. Cette société a des relais téléphoniques qui servent à l'armée et aux colons en Territoires palestiniens occupés. Je suis scandalisé que France Telecom-Orange se fasse complice d'une entreprise coloniale. Je vous demande de mettre fin à votre partenariat avec cet opérateur israélien.*
- Ecrire à votre agence FT Orange ou à M. Stéphane Richard - PDG de France Télécom-Orange 6 Place Ailleray - 75001 - Paris
- Signer la pétition disponible dans votre groupe local.

Samedi 10 Mars 14h

**Assemblée publique
à Romans**

**« Printemps des quartiers
de la Drôme »**

**Violences institutionnelles, police,
justice, école..**

**Discrimination, racisme, islamophobie
Justice sociale, égalité et démocratie
réelle,**

**Révolutions, révoltes et résistances
internationales**

Salle Zikmu,

place du docteur

Schweitzer

26100 Romans

Le silence : une autre manière d'agir.

Même si nous avons eu récemment quelques bonnes nouvelles dans notre secteur, la chasse aux migrants ne se ralentit pas puisque le gouvernement actuel a fixé à 35 000 l'objectif des expulsions pour l'année 2012.

Les cercles de Silence sont une forme d'action non-violente, menée par des citoyens qui refusent la déshumanisation des "sans-papiers" et la banalisation de leur enfermement.

Ils agissent en faveur d'une politique d'immigration basée sur le respect absolu de la dignité humaine et des droits de l'homme.

Si vous vous reconnaissez dans cette action, rejoignez-nous dans le cercle pour le temps dont vous disposez.

Le prochain Cercle de Silence de Montélimar aura lieu le mercredi 14 mars 2012, à partir de 17 h 30, sur le parvis Daniel Chamier.

Pour le collectif du Cercle

Marcel MAGNON

La caravane de l'eau passe à Portes les Valence

Organisée par le **Mouvement National de Lutte pour l'Environnement**, dans le cadre du FAME (**Forum Alternatif Mondial de l'Eau**) qui se tient Marseille du 14 au 17 Mars, la caravane fera étape Samedi Matin 10 mars de 9h30 à 11h45 place de la Mairie à Portes les Valence

Les visiteurs sont invités à débattre, à exprimer leurs revendications sur les cahiers de doléances qui seront collectés au Forum.

Ce sont 16 ONG, plus de 50 associations qui participent à la réalisation de ce grand événement avec un seul objectif :

Rendre l'eau comme bien commun de l'humanité.

-Quelles alternatives pour l'agriculture et la sécurité alimentaire,

-La gestion de l'eau qui garantit l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement

-Différences entre gestion municipale et gestion privée.

Ce forum est organisé face au Forum Mondial de l'Eau, piloté par les sociétés multinationales de l'eau (SAUR, VEOLIA, etc ...) qui avec le gouvernement, encourage les élus, les écologistes, à participer à une grand'messe redonnant une excellente image de ceux qui surexploitent l'eau dans le monde entier.

Vous êtes invités à rendre visite au bus spécial MNLE Caravane de l'Eau, ce samedi matin 10 mars, place de la Mairie. La municipalité portoise est partie prenante de cette accueil avec le MNLE 26.07;

Robert PENELON

**Vendredi 16 Mars, 18h
Valence**

**Maison des Associations,
Salle Haroun Tazieff**

Les Amis du

Monde Diplomatique 26-07

organisent

une conférence débat

avec

**Gilles SAINATI, membre du
syndicat de la magistrature**

**« Contre l'arbitraire du pouvoir ;
Un avenir pour nos enfants
La déclaration des droits de
l'Homme »**

Loto

**de l'Union Départementale
des associations de donneurs
de sang de la Drôme**

Organisé avec le Rotary Club

**Vendredi 16 Mars à 20h
Salle Rochegude à Tain**

**De très nombreux lots, dont des
voyages, Cuba, Crete, Andalousie,
Tunisie**

**Le bénéfice réalisé servira à acheter
un dispositif de métrologie
(températures) pour la validation des
emballages des produits sanguins
labiles (qui ne se conservent pas).**

Vendredi 16 Mars 20h

LOTO du PCF Salle Espace St Martin à Montélimar
Buffet, buvette, tombola,